

Démocratie

# DEMANDEZ LE PROGRAMME ! VINCENT PEILLON FACE AU PARISIEN ET À LA FONDATION

Vincent Peillon, Gilles Finchelstein

**La Fondation Jean-Jaurès est partenaire du journal Le Parisien – Aujourd’hui en France pour la série « Demandez le programme ». De mi-décembre à mi-janvier, les principaux candidats à la primaire de la gauche ont, tour à tour, défendu leur programme et répondu aux questions des journalistes de la rédaction et de Gilles Finchelstein lors d’un débat au siège du Parisien. Après Arnaud Montebourg et Manuel Valls, la troisième édition s’est tenue avec Vincent Peillon.**

Candidat à la primaire de gauche, Vincent Peillon est d’abord revenu sur les propos de François Fillon qui s’est déclaré “chrétien et gaulliste”, puis sur ceux d’Anne Hidalgo qui le soutient.

Son programme a un axe : celui de la gauche réformiste, ni utopiste comme Benoît Hamon, ni va-t-en-guerre comme Arnaud Montebourg, ni autoritaire comme Manuel Valls. Cet Européen convaincu rêve d'un New Deal de l'Union, un vaste plan de relance tel que l'avait mis en place le président américain Roosevelt pour vaincre la crise des années 1930.

## **Politique : “ce quinquennat s’est totalement rétréci”**

**Vous disiez quelques semaines avant la décision de François Hollande de ne pas se représenter que vous aviez tourné la page de la politique. Le renoncement d’un homme peut-il être une motivation suffisante pour être candidat ?**

**Vincent Peillon.** J’ai dit que je ne voulais pas de nouveau mandat parlementaire. Et j’ai déjà fait de la politique en n’ayant aucun mandat. Je suis atypique de ce point de vue-à. J’arrive à gagner ma vie en ne faisant pas de politique, en étant enseignant. Ce retrait, je ne m’y attendais pas. La famille des socialistes républicains et démocrates sort de ce quinquennat encore plus en difficulté qu’en arrivant au pouvoir. Je pensais qu’on aurait un rendez-vous après la présidentielle. Sous quelle forme ? Je ne peux pas le dire.

**La présidence du PS vous aurait intéressée ?**

Sans doute, il y a dix ou quinze ans, cela m’aurait intéressé. Là, beaucoup moins. Et puis, je pense que cela doit revenir à quelqu’un de plus jeune.

**Jean-Christophe Cambadélis a 65 ans...**

Est-ce un progrès du socialisme ? Je ne sais pas !

**Avec Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, vous êtes issus du même courant politique, le NPS. Qu’est-ce qui vous distingue tous les trois ?**

Beaucoup de choses ! Benoît Hamon met sur la table des débats intéressants, mais qui n’ont rien à voir avec la possibilité de gouverner pour la gauche. Un exemple : si vous taxez les robots ici, ils seront délocalisés dans d’autres pays ! Je considère que ces propositions ont entamé le sérieux de la primaire. C’est vouloir nous disqualifier devant les Français et devant la droite. Je trouve le programme d’Arnaud Montebourg beaucoup plus équilibré. Mais notre divergence, c’est qu’il croit que la France peut s’abstraire de son environnement européen et international. Quand il dit : « Je vais aller en Allemagne et faire plier les Allemands... » On en a entendu dire ça tellement de fois...

**Vous proposez la mise en place d'une proportionnelle intégrale. Ne pensez-vous pas qu'elle aboutirait à la constitution de grandes coalitions, y compris entre les deux partis principaux ?**

C'est possible. Aujourd'hui, la moitié de nos compatriotes n'est pas représentée à l'Assemblée nationale et des forces vives de la modernité ont été éliminées de la vie politique française. C'est le cas des écologistes, ou du centre quand il a voulu devenir indépendant de la droite. Quant à l'extrême droite, tenue dehors, elle ne cesse de progresser. On dit que la V<sup>e</sup> République, c'est la force et l'efficacité. Or, c'est exactement l'inverse. Aucun président n'a jamais été réélu, sauf à s'être vu imposer au préalable une cohabitation. On fait des réformes assises sur des majorités tellement étroites qu'elles ne sont soutenues par quasiment personne. Ce quinquennat s'est totalement rétréci. C'est le jeu très particulier imposé par le système majoritaire. Ensuite, on est obligé d'utiliser des mécanismes brutaux comme le 49-3 pour pouvoir faire passer ses réformes. Je pense que la culture de l'entente, du respect, de l'écoute imposée par la proportionnelle ferait beaucoup de bien à la France. Oui, il faut chercher des consensus. Et surtout dans des périodes historiques où l'on avance vers le gouffre sans vouloir le voir. C'est le seul moyen de débloquer le système.

## **Justice : « je veux un référendum »**

**Vous faites de la justice une priorité et proposez d'augmenter son budget de 5% par an pendant cinq ans. Cet effort suffira-t-il ?**

Un tel effort n'a jamais été produit. L'actuel budget de la justice est de 8,2 Mds€, et ce n'est pas

grand-chose. L'augmenter de 25 % coûtera environ 2 Mds€. Sur le fond, je m'interroge : pourquoi la justice est-elle ainsi maltraitée en France, droite et gauche confondues, depuis trente ans ? Je considère que la justice est le cœur de la démocratie et qu'il lui faut bien plus de moyens. Je propose aussi, et je suis le seul, de faire sauter cette particularité française du « verrou de Bercy » (NDLR : le monopole du ministre du Budget sur les décisions de poursuites judiciaires des infractions fiscales) : il faut judiciariser l'évasion fiscale. Je veux enfin l'indépendance des magistrats du parquet.

### **L'indépendance du parquet figure parmi les promesses non tenues de Hollande. Comment comptez-vous y parvenir ?**

C'est très simple : je soumettrai cette question par référendum à l'automne 2017 et je ferai voter les Français. Je suis convaincu qu'ils veulent une justice indépendante.

### **Ce référendum comportera-t-il une seule ou plusieurs questions ?**

Ce sera un référendum à entrées multiples, où figureront la proportionnelle intégrale pour l'élection des députés, la réforme du Sénat en chambre des collectivités et des territoires, les questions de l'indépendance effective des magistrats du parquet, de la transformation du Conseil constitutionnel en Cour constitutionnelle, et la mise en oeuvre du droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales. Sur ces thèmes essentiels, je veux que le peuple tranche.

## **Éducation : « il faut aussi impliquer l'école privée »**

### **Comment expliquez-vous la fuite des élèves vers l'école privée ?**

Cette fuite, ce n'est pas la faute de la réforme du collège. Elle s'explique par le retard français en matière de mixité scolaire et sociale. C'est notre plus grosse difficulté. L'école ne pourra pas la résoudre toute seule. On nous dit : « Il faut vivre ensemble. » Mais la réalité, c'est que personne ne veut élever ses enfants avec ceux des autres, dans les endroits où se cumulent trop de difficultés.

### **Vous faites comment pour endiguer ce phénomène ?**

Il faut jouer sur l'urbanisme, le logement, les transports. Il faut mettre aussi beaucoup plus d'argent là où les établissements ne sont pas suffisamment attractifs. On le fait déjà mais le système actuel, qui intègre notamment le salaire des enseignants les plus expérimentés, reste malgré tout désavantageux pour ces établissements. Il faut aussi impliquer l'école privée.

### **En quoi l'école privée peut-elle venir au secours ?**

Le privé a une certaine expérience en la matière. Je veux l'associer davantage, en modulant les dotations aux établissements qui font un effort en matière de mixité sociale. C'est un dossier qui

doit relever du président de la République, car c'est l'avenir de la nation, sa cohésion qui se jouent là.

### **N'est-ce pas inflammable ?**

C'est tout à fait faisable. Avant de quitter mon poste de ministre de l'Éducation, j'avais entamé des discussions avec l'Unapel (*Union des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre*) ou le secrétariat de l'enseignement catholique. Les valeurs qui sont les leurs les conduisent à partager ce souci. Notre école est bonne pour 70 % des enfants, mais elle est difficile pour 30 % d'entre eux, uniquement pour des questions sociales. C'est là-dessus qu'il faut agir, sans relancer la guerre scolaire : je ne remets pas en cause la loi Debré ! Mais nous devons partager l'effort.

## **Croissance et emploi: «un New Deal européen»**

**Pour faire repartir la croissance et l'emploi en France, vous préconisez un New Deal européen.**

**S'agit-il de renégocier les traités, mettre en place un socle social commun par exemple ?**

L'Europe est en très grande difficulté. Très souvent, on s'approche des événements historiques catastrophiques sans les voir arriver. Les Britanniques sont vraiment partis. La situation économique reste très préoccupante, avec encore 12 % de moins d'investissements qu'en 2008. L'Europe a été incapable de faire face à la crise des réfugiés. Face à cela, que fait-on ? Il y a ceux qui cèdent au discours de repli nationaliste, à gauche comme à droite. Je ne veux pas de cette solution dont on pressent qu'elle nous conduira au pire. L'Europe est la seule solution aux défis qui sont les nôtres : transition énergétique, croissance, défense. Il faut la relancer. Ce qui ne peut se faire qu'avec les Allemands. Voilà pourquoi il faut lancer un grand plan d'investissement de 1 000 milliards à l'échelle européenne, soit le triplement du plan Juncker. Cela veut dire que nous empruntons ensemble et que nous faisons ensemble les investissements.

**Les déficits français à répétition ont sapé la confiance des Allemands très attachés au sérieux budgétaire. Comment allez-vous faire sans eux ?**

Pendant quinze ans, la France a pris des engagements sans pouvoir les respecter. Cette stratégie est perdante. Et ce n'est pas honteux que les Allemands nous le fassent remarquer. Commençons par arrêter de les injurier et parlons avec eux ! Je propose que nous respections nos engagements, que nous rétablissions la confiance et qu'en échange on obtienne ces investissements.

**Les institutions européennes doivent-elles évoluer ?**

C'est la construction d'une véritable Europe économique que je propose pour sauver l'Europe. Oui, il faudra un ministre des Finances de la zone euro, responsable devant une commission du Parlement européen regroupant les seuls pays de la zone euro. Mais aussi que l'on associe mieux les

parlements nationaux.

## **35 heures : «chacun pourra gérer son temps de travail»**

### **Que ferez-vous sur les 35 heures ?**

Je ne reviendrai pas sur les 35 heures. C'est un acquis social. La droite n'a cessé de promettre le grand soir des 35 heures... elle ne l'a pas fait. Manuel Valls, qui était contre, dit maintenant que c'est bien. La prochaine grande étape de la question du temps de travail, ce n'est pas la semaine, ni la journée, mais l'organisation du temps sur la vie.

### **Que proposez-vous concrètement ?**

Le problème français est d'avoir concentré le travail entre l'âge de 30 ans et 50 ans. Résultat, beaucoup de jeunes et de seniors n'ont pas d'emploi. Mon idée est de pouvoir créer, à partir du compte personnel d'activité, un mécanisme d'abondement des temps qui nous permettrait de mieux gérer sur toute la vie notre temps de travail. Une sorte de banque du temps individuelle que chacun puisse gérer à la carte pour organiser son rapport au travail. Par exemple, le temps accordé dans le cadre des congés familiaux, auxquels on ajouterait des systèmes de mutualisation sur le modèle du compte épargne-temps et qui suivrait la personne tout au long de sa vie professionnelle. Cela existe dans d'autres pays, c'est une liberté nouvelle.

## Fiscalité : «repenser la succession»

### **Vous préconisez une réforme des droits de succession. Quelles en seraient les modalités ?**

Nous avons reconstruit une société d'héritiers où tout ce que nous recevons de nos parents compte trois fois plus aujourd'hui qu'il y a trente ans que le mérite ou le travail dans la richesse des ménages. Accroissement des inégalités, donc. De plus, nous vivons plus vieux et nous transmettons plus tard. En conséquence, l'argent circule moins, s'investit moins et dort beaucoup, ce qui n'est pas bon pour l'économie, notre jeunesse est gravement pénalisée et le travail dévalorisé. Il faut donc repenser le système de succession qui, aujourd'hui, assoit les droits de succession sur le lien de parenté de celui qui donne. Ce que je propose, c'est de calculer les droits en fonction de celui qui reçoit et non plus de celui qui donne. J'introduirai des mécanismes de progressivité en fonction du montant de l'héritage (ou des donations) et de l'âge de celui qui le reçoit, de façon à inciter à donner plus tôt et aux plus jeunes. Quant à ceux qui n'héritent de rien du tout, il convient de réfléchir à l'instauration d'une dotation de départ alimentée par un prélèvement sur l'ensemble des droits de succession des autres.

## Sa mesure phare : 5 milliards pour l'université

«Je mettrai le paquet sur l'université et sur la recherche. C'est fondamental pour que le pays se projette dans l'avenir. Je propose 5 Mds€ sur le quinquennat – 1 Md€ par an – qui concerneront à la fois la recherche, avec ses grands organismes, et l'enseignement supérieur. Cela représente 4 000 postes pour la recherche, avec des moyens pour les chercheurs de travailler sur la durée, et 8 000 postes pour le supérieur afin d'encadrer mieux notre jeunesse.»

## Laïcité

Selon Vincent Peillon, la défense de la laïcité «se fait plus par la liberté que par l'autorité, il faut amener les gens à s'émanciper.». Il insiste en appelant à «s'adresser à l'intelligence de chacun, c'est ça la laïcité». Le voile, pour lui, n'est «pas une agression contre la République». Il s'en prend également à la fachosphère qui «gonfle tous les thèmes identitaires». Face à cela, le candidat, professeur de philosophie, demande «un discours de raison et d'apaisement».

Retrouvez l'entretien dans [Le Parisien](#) (16 janvier 2017).

Retrouvez les vidéos avec [Arnaud Montebourg](#) (18 décembre 2016), [Manuel Valls](#) (11 janvier 2017) et [Benoît Hamon](#) (19 janvier 2017).

Dans *Le Parisien*, découvrez aussi les articles sur [Sylvia Pinel](#), [Jean-Luc Bennahmias](#) et [François de Rugy](#), les autres candidats à la primaire.